



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2019-78

30/01/2019

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 22

Objet : Appel à candidatures : 22 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de administrateur d'applications informatiques (catégorie A) (H/F) à Paris (75).
Date limite de candidature : 23 février 2019.

- 1 poste d'assistant de direction (catégorie B) (H/F) à Vincennes (94)
Date limite de candidature : 25 février 2019.

- 1 poste de directeur de projet « surveillance de la biodiversité terrestre »(catégorie A/A+) (H/F) à Paris (75).
Date limite de candidature : 25 février 2019.

- 1 poste de chargé de programmation et d'animation scientifique (catégorie A) (H/F) à Paris (75).
Date limite de candidature : 25 février 2019.

- 1 poste de chef de l'équipe « directives milieu marin » (catégorie A) (H/F) à Paris (75).
Date limite de candidature : 25 février 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

1 poste de chargé de projet en toxicologie (H/F) à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 18 février 2019.

- 1 poste évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F) à Maisons-Alfort (94)3).
Date limite de candidature : 18 février 2019.

- 1 poste de évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation de dossiers réglementaires dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH (H/F) à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 18 février 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de technicien(ne) appui logistique et technique crise peste porcine africaine (F/H) (Catégorie B) à Paris (75).
Date limite de candidature : 03 février 2019.

- 1 poste de Directeur(trice) de la recherche et de l'expertise (Catégorie A+) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 15 février 2019.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef(fe) de l'unité des affaires juridiques (catégorie A) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 01 mars 2019.

- 1 poste de chef de pôle contrôles aides nationales (catégorie A) (H/F) à Lille (59).
Date limite de candidature : 01 mars 2019.

- 1 poste de Inspecteur(trice) général (catégorie A) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 01 mars 2019.

Office National des Forets :

- 1 poste de chef de service forêt (H/F) à Troyes(10).
Date limite de candidature : 06 février 2019.

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

- 1 poste de chargé(e) de missions techniques et réglementaires (catégorie A) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 22 février 2019.

- 1 poste d'adjoint au responsable de service (catégorie A) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 14 février 2019.

Ambassade de France en Algérie – Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles (H/F) à Alger (catégorie A) (H/F)
Date limite de candidature : 28 février 2019.

Ambassade de France en Ukraine – Service Europe et International:

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles(H/F) à Kiev
Date limite de candidature : 28 février 2019.

Ambassade de France au Kenya – Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'est (H/F) à Nairobi.
Date limite de candidature : 28 février 2019.

Ambassade de France au Royaume-Uni – Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles à Londres (catégorie A) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 28 février 2019.

Ambassade de France au Japon – Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles à Tokyo (catégorie A) (H/F)
Date limite de candidature : 28 février 2019.9.

COMAPI – Agence Erasmus+ France :

- 1 poste de conseiller(ère) technique formation professionnelle (catégorie A/A+) (H/F)
Date limite de candidature : 28 février 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Administrateur d'applications informatiques (h/f)
Affectation :	Direction de la Recherche, de l'Expertise et des Données /Unité Mixte de Service 2006 Patrinat
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef d'équipe « Applications informatiques »
Résidence administrative :	Paris (75), MNHN, site du Jardin des plantes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire du poste a pour principales missions :

- Gérer les applications du système d'information en assurant l'intégration, le déploiement et l'exploitation des applications dans l'environnement de production ;
- Rédiger la documentation technique du système d'information ;
- Développer des applications et assistance au développement ;
- Appui à la coordination technique et au suivi des prestataires.

Activités principales :

- Gérer les applications du système d'information :

- Installation, configuration et administration des serveurs web des applications Java ;
- Assurer la mise en place de bout en bout de la chaîne d'intégration en production en suivant une démarche devOps ;
- Assurer la continuité de service des applications ;
- Gérer les incidents d'exploitation ;
- Maintenance des outils d'intégration et réalisation des scripts d'intégration.

- Rédiger la documentation technique du système d'information :

- Rédaction des fiches techniques de description des applications ;
- Mise à jour des diagrammes de déploiement et de la cartographie du système d'information ;
- Rédaction de notes techniques sur le wiki du service.

- Développer des applications et assistance au développement :

- Développement de modules d'application ;
- Assurer une maintenance évolutive et corrective des applications ;
- Mettre en place et paramétrer les nouvelles applications, composants, modules ;
- Assister les agents en charge du développement d'applications notamment pour l'installation des environnements de développement et l'assistance technique sur les outils d'intégration et serveur de version.

- Appui à la coordination technique et au suivi des prestataires :

- Suivi de TMA en lien avec le prestataire :
 - Participation aux réunions de suivi ;
 - Réception, test et validation des applications réalisées par les prestataires ;
 - Assurer le suivi technique des développements.
- Collaborer avec la DSI :
 - Gestion et suivi des demandes en termes d'infrastructure ;
 - Collaboration aux évolutions techniques ;
 - Partage de compétence.
- Participer aux choix techniques et méthodologiques du système d'information et s'assurer qu'ils répondent aux besoins fonctionnels relatifs à la gestion et la diffusion des données de Biodiversité.

Cette liste d'activité n'est pas exhaustive. L'agent pourra réaliser d'autres tâches confiées par son responsable, autour de développements informatiques appliqués à la biodiversité.

Relations liées au poste

Relations internes :

- UMS PatriNat (autres Pôles),
- Services de l'AFB,
- Services du MNHN (Division des Systèmes d'Information).

Relations externes :

- Ministère de l'écologie,
- DREAL,
- Acteurs de la biodiversité.

Profil recherché

- Bac +5 en informatique ;
- Expérience sur des fonctions similaires exigée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Concepts de base de données et du fonctionnement des SGBD relationnels ;
- Méthode de spécification et de conception (UML) ;
- Architecture technique du système d'information ;
- Domaine de la biodiversité et de ses acteurs ;
- Anglais technique ;
- Connaissance approfondie du système d'exploitation Linux (Debian) ;
- Connaissance de l'architecture et de la mise en place du projet ALA (Ansible, SolR, Cassandra, MySQL, Tomcat).

Savoir-faire opérationnel :

- Maîtriser les méthodes et techniques de programmation ;
- Maîtriser les langages SQL, JAVA et frameworks associés (Spring MVC, Struts, Hibernate, I-Batis) ;
- Maîtriser le système d'authentification par CAS et le protocole OAuth 2 (paramétrage et configuration) ;
- Maîtriser l'environnement de développement et de production ;
- Maîtriser les outils de développement ECLIPSE, IntelliJ IDEA ;
- Maîtriser les outils de construction et d'intégration : Maven, Gradle, JENKINS, SVN, GIT, Nexus, Artifactory ;
- Maîtrise de SpringBoot et Docker ;
- Maîtriser la mise en place et la configuration de SolR ;
- Maîtriser les outils de construction et d'intégration JavaScript : Grunt, npm ;
- Maîtriser la configuration et l'administration des serveurs web(Apache HTTP, Apache Tomcat) et de serveurs cartographiques(GeoServeur, GeoNetwork et GeoSource).

Savoir-être professionnel :

- Travail en équipe ;
- Esprit d'initiative ;
- Autonomie ;
- Capacité d'écoute ;
- Faculté de communication ;
- Rigueur.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/UMS/ADMAPP/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 février 2019

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	Assistant de direction (h/f)
Affectation :	Direction Recherche, Expertise et Données (DRED)/Mission Partenariats, Programmation et Assistance
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de la mission partenariats, programmation et assistance
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire apporte un appui à certaines unités de la DRED, en termes d'organisation personnelle et collective, de gestion, d'animation, de communication interne, de partage de l'information et de suivi des dossiers. Il appuie plus particulièrement les entités Département des systèmes d'observation et de données, pôle technique des Conservatoires botaniques nationaux, Pôles R&D et l'Unité mixte de service Patrimoine (en lien avec l'assistance de l'entité).

Il constitue avec le titulaire de l'autre poste d'assistant de direction de la DRED une équipe se coordonnant et se concertant pour la réalisation de ces activités pour les équipes de la DRED, dans un souci d'harmonisation des procédures et des outils, de mutualisation et d'organisation des intérim.

Activités principales :

- Organiser les fonctions administratives de la direction, en relation avec les services du secrétariat général (finances, ressources humaines, systèmes d'information), en veillant à l'application des procédures et à leurs mises à jour

- Apporter un appui aux directeurs, aux chefs de département et de pôles pour l'animation et la communication interne
- Aider à la logistique (convocations, salles, documents préparatoires...) de certaines réunions de la DRED
- Gérer l'agenda de la DRED en lien avec l'autre assistante de la DRED
- Réaliser les commandes générées par les entités de son champ d'intervention, assurer leurs suivis et suivre l'exécution du budget
- Planifier, préparer et organiser les déplacements des entités de son champ d'intervention et consolider les états de frais
- Assurer l'accueil physique et téléphonique pour les entités de son champ d'intervention
- Apporter un soutien logistique à l'animation du conseil scientifique de l'AFB (en lien avec l'autre assistante de la DRED)
- Une suppléance avec l'autre assistante de la DRED sera établie sur certaines tâches

Relations liées au poste

Relations internes :

Directeur et directeur adjoint de la DRED, chefs d'unités de la DRED

Chargé(e)s de mission de la DRED

Assistant(e)s de direction de la DRED

Ensemble des services du secrétariat général (particulier Dépt. Système d'Information, Dépt. Finances, contrats, logistique)

Autres directions de l'AFB

Relations externes :

Partenaires de la DRED

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Maîtrise impérative des bureautiques et informatiques (en particulier logiciels Word et Excel)

Pratique des outils collaboratifs

Connaissances en comptabilité publique, achats publics appréciée

Connaissance des processus administratifs et de l'environnement professionnel

Savoir-faire opérationnel :

Organiser son travail et hiérarchiser les priorités

Vérifier et transmettre des informations

Rendre compte

Qualité rédactionnelle (orthographe, grammaire, etc.)

Savoir-être professionnel :

Sens du travail en équipe et réseau

Excellent sens relationnel et capacité de communication

Rigoureux

Méthodique

Organisé

Réactif

Esprit d'initiative et autonomie

Discret

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/ASSIST/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 25 février 2019

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	Directeur de projet « Surveillance de la biodiversité terrestre » (h/f)
Affectation :	Direction de la Recherche, de l'Expertise et des Données /Unité Mixte de Service Patrinat
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur de l'UMS
Résidence administrative :	Paris, MNHN, site du Jardin des plantes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'Unité Mixte de Service Patrimoine Naturel (UMS PatriNat) est le centre d'expertise et de données sur la nature créé en 2017 entre l'AFB, le CNRS et le MNHN.

Alors qu'elles sont largement cadrées sur les milieux marins et les milieux aquatiques par les directives européennes concernées, les modalités de mise en œuvre d'un réseau de surveillance des milieux terrestres restent à définir. Elles doivent s'appuyer à la fois sur la reconnaissance et le renforcement de suivis existants (suivis forestiers, suivis participatifs de communautés, suivi d'espèces emblématiques et d'espèces gibier, suivis de recherche sur zones restreintes...) mais aussi de nouveaux dispositifs. Cette surveillance doit tenir compte des exigences des textes européens (règlement EEE et directives Habitat-faune-flore – art. 11 et Oiseaux) mais aussi des besoins des politiques nationales et territoriales touchant la biodiversité. Elle doit également être en phase avec les attentes sociétales. Le but est de disposer de suivis robustes et à long terme (séries longues) sur les principaux écosystèmes terrestres, sur la majorité des habitats patrimoniaux (d'intérêt communautaire ou autres), sur les communautés d'espèces et les fonctions écologiques associées ainsi que pour certaines espèces à enjeux particuliers. L'objectif est de pouvoir produire et mettre à jour régulièrement des données sur les différents compartiments de la biodiversité afin d'élaborer et de renseigner des indicateurs simples et

fiables sur l'état de la biodiversité et de son évolution (fonction de suivi et de bilan), et dans la mesure du possible, de détecter précocement des évolutions peu perceptibles (fonction d'alerte. Par ailleurs, elle s'appuiera sur le recueil de données sur les pratiques (pressions, réponses) ou, le cas échéant, le croisement avec de telles données déjà existantes de manière à s'inscrire dans un cadre de suivi état-pressions-réponses.

Ce programme de surveillance est prévu dans le plan biodiversité (action 70) et figure parmi les objectifs opérationnels du contrat d'objectif de l'AFB (objectif 6.3). C'est un projet transversal sous la responsabilité de l'AFB dont la direction de projet est confiée à l'unité PatriNat.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire du poste a pour missions de piloter le projet de surveillance de la biodiversité terrestre française, dans ses dimensions stratégiques, techniques et organisationnelles. Il devra mettre en place les phases successives du projet : organisation de la gouvernance ; remise à plat des enjeux stratégiques et réglementaires ; bilan des dispositifs existants ; définition des objectifs prioritaires partagés ; définition des objectifs opérationnels a priori « faisables » et enfin mise en place des plan(s) d'action : R&D, définition précise des réseaux, scénarios de mise en œuvre par les différents opérateurs etc. Il devra accompagner l'émergence de cette surveillance auprès des acteurs de la connaissance de la biodiversité terrestre.

Activités principales :

Assurer l'animation générale du programme :

- Organiser un comité de pilotage « stratégique », un comité utilisateur/usagers et animer des groupes thématiques ;
- Animer un groupe projet interne à l'AFB ;
- Animer un ensemble de chefs de projet et chargés de mission spécialisés dans des domaines particuliers de la surveillance des milieux terrestres (suivis des habitats de la directive Habitats, suivis des espèces à enjeux de conservation (DHFF/DO, PNA), suivi des espèces prélevées, suivis des sols, suivis de milieux particuliers, suivis des espèces et communautés d'espèces communes, suivis des EEE, ...) et faire le lien avec les suivis de pressions pilotés par ailleurs.

Mettre en place un tableau de bord et faire du « benchmarking » :

- Recueillir et formaliser les besoins en matière de suivi et d'indicateurs associés, faire du benchmarking sur l'organisation adoptée pour d'autres milieux (eaux et marin), sur les dispositifs d'autres pays et assurer une veille sur les sujets associés au « monitoring » (veille bibliographique, veille sur les projets de RDI) ;
- Formaliser et tenir à jour un tableau de bord des programmes contribuant à la surveillance, analyser les lacunes au regard des besoins ;
- Définir et faire partager les objectifs réalistes de la surveillance, les besoins de pérennisation de programmes de renforcement/évolution et les nouveaux programmes nécessaires.

Garantir la faisabilité du projet (conception et mise en œuvre) y compris dans son volet partenarial :

- Traduire l'ensemble dans un « schéma directeur de surveillance des milieux terrestres » (états des lieux, objectifs, moyens) ;
- Suivre et orienter le financement des structures (y compris associatives) qui contribuent à la surveillance pour pérenniser les dispositifs et les faire évoluer (protocoles et/ou exploitation des données, indicateurs...) ;
- Coordonner la mise en place et l'application de référentiels de méthodes et de protocoles pour la surveillance ;
- Contribuer à la définition des actions portées par les agents de l'établissement en matière de surveillance de la biodiversité terrestre ;
- Monter avec des partenaires internes et externes de nouveaux projets de RDI, pour développer et tester des protocoles, techniques innovantes et indicateurs pour compléter le dispositif (par exemple sur un suivi représentatif des grands écosystèmes) ;
- Assurer la faisabilité économique et partenariale des nouveaux dispositifs.

Prescrire les aspects SI/données :

- Prescrire la mise en place des outils de bancarisation et de gestion des données associés aux nouveaux dispositifs en mobilisant le plus possible les outils développés dans le cadre du SIB, du SINP et du PNDB et en les inscrivant dans l'architecture générale du SIB.

S'agissant d'un projet complexe, les activités évolueront et se préciseront en fonction de l'avancée du projet.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Directions régionales de l'AFB ;
- Équipes PatriNat ;
- Différents départements de la Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA).

Relations externes :

- Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES, DREAL) ;
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) ;
- Ministère de l'Outre-mer ;
- Établissements publics (ONCFS, IGN, ONF...) ;
- Acteurs de la biodiversité et du SINP (réseau des CBN, sociétés savantes et associations naturalistes) ;
- Équipes de recherche (IRSTEA, INRA, CEFE, Universités...) ;
- Réseaux d'espaces protégés (Natura 2000, FCEN, RNF...).

Profil recherché

- Formation doctorale et/ou ingénieur avec une expérience approfondie (> 5 ans) sur des programmes de suivis, le traitement de données et la définition d'indicateurs de biodiversité ;
- La connaissance de la biodiversité des DOM serait un atout.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Pratique des acteurs de la connaissance naturaliste (associations, sociétés savantes, institutionnels), des équipes de recherche en biodiversité et des acteurs à l'origine des pressions ;
- Connaissances en écologie générale, sur un ou plusieurs écosystèmes terrestres et un ou plusieurs groupes fonctionnels d'espèces.

Savoir-faire opérationnel :

- Gérer un projet complexe et à animer un comité de pilotage ;
- Travailler avec une équipe projet, sans relation hiérarchique directe ;
- Formaliser les besoins ;
- Chercher des informations, à synthétiser et à restituer pour différents publics ;
- Monter des partenariats, financiers ou non ;
- Évaluer la pertinence de programmes scientifiques au regard des besoins.

Savoir-être professionnel :

- Capacité d'écoute ;
- Capacité de négociation ;
- Capacité d'analyse ;
- Force de conviction ;
- Autonomie.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/UMS/DP/IF** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 25 février 2019

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chargé de programmation et d'animation scientifique (h/f)
Affectation :	Direction de la Recherche, de l'Expertise et des Données /Unité Mixte de Service Patrimoine Naturel
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur de l'UMS
Résidence administrative :	Paris, MNHN, site du Jardin des plantes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'Unité Mixte de Service Patrimoine Naturel (UMS PatriNat) est le centre d'expertise et de données sur la nature créé en 2017 entre l'AFB, le CNRS et le MNHN (<http://www.patrinat.fr>).

Description du poste :

Mission :

Appuyer la direction de l'UMS PatriNat et assurer la synergie avec les tutelles du service, notamment l'AFB.

- Appuyer l'administration générale de Patrimoine Naturel
- Coordonner la politique de valorisation de Patrimoine Naturel
- Assurer un appui à la mise en œuvre de projets

Activités principales :

• **Appuyer l'administration générale de Patrinat :**

- Participer à l'organisation et au suivi des instances de gouvernance, au montage et suivi de la programmation, et à la communication interne à Patrinat ;
- Assurer une coordination fonctionnelle avec la mission partenariat/programmation de la Dred (budget en programmation et suivi de l'exécution, montage et suivi des partenariats portés par l'UMS, ...) ; Participer aux réunions de la mission « Programmation et partenariats » de l'AFB/Dred et faire le lien avec le service support de la DGD REVE du MNHN
- S'assurer du bon relai des informations concernant le secrétariat général et la communication interne AFB vers et depuis Patrinat et les services du MNHN ;

• **Coordonner et assurer la politique de valorisation de Patrinat :**

- Organiser, animer et suivre les projets de valorisation et de communication de PatriNat en synergie avec les services de communication des trois tutelles (séminaires scientifiques, communiqués de presse, conférences, valorisation de productions communes...)
- Valoriser les travaux et les missions de l'unité (bilan d'activité, documentations, évènements, site web...) et appuyer la réalisation de supports scientifiques notamment en accompagnant les porteurs de projets de la conception à la diffusion (posters scientifiques, plaquettes, vidéos)
- Être la personne référente sur l'organisation des ressources documentaires au sein de l'unité et le lien avec les tutelles sur ce sujet
- Assurer un lien fonctionnel avec la mission valorisation-documentation de la Dred pour assurer la cohérence sur les valorisations (papier et web) de la Dred et plus généralement la cohérence avec les politiques éditoriales et documentaires de l'AFB et la bonne coordination entre les évènements ...
- Participer au comité éditorial de la revue Espaces naturels (AFB)

• **Assurer un appui à la mise en œuvre de projets**

- Assurer le secrétariat de certaines instances scientifiques (SIB/INPN, surveillance,...) portés ou co-portés par l'unité
- Accompagner certains chefs de projets pour l'organisation de projets nécessitant une programmation complexe

Cette liste d'activités n'est pas exhaustive. L'agent pourra réaliser d'autres tâches autour des actions de soutien transversal et direction de PatriNat

Relations liées au poste

Relations internes :

- Directions de l'AFB ;
- Équipes PatriNat ;
- Différents départements de la Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA).
- CNRS

Relations externes :

- Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES, DREAL) ;
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) ;
- partenaires de l'UMS

Profil recherché

- Double compétence scientifique et communication particulièrement appréciée
- Expérience de la gestion de projet

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Gestion de projets
- Double compétence scientifique et communication
- Gestion budgétaire, marché public...
- Compétences en animation et en formation
- Anglais (lu, parlé, écrit)

Savoir-faire opérationnel :

- Planifier un projet et rendre compte
- Savoir parfaitement rédiger des textes techniques et synthétiques adaptés aux différents publics
- Savoir animer et dynamiser une équipe pour des projets collectifs
- Savoir conduire une réunion
- Savoir prioriser et être force de proposition

- Utilisation de logiciels de mise en page, serait un atout (formation possible)

Savoir-être professionnel :

- Aptitude au travail en équipe
- Autonomie dans l'action
- Rigueur et curiosité scientifique
- Sociable, Créatif

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/UMS/PROGR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 25 février 2019

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir en CDI ou en détachement sur contrat (pour les candidats fonctionnaires)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chef de l'équipe « Directives milieu marin » (h/f)
Affectation :	Direction de la Recherche, de l'Expertise et des Données / Unité Mixte de Service Patrinat
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur de l'unité
Résidence administrative :	Paris (75), MNHN, site du Jardin des plantes
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'Unité Mixte de Service Patrimoine Naturel (UMS PatriNat) est le centre d'expertise et de données sur la nature créé en 2017 entre l'AFB, le CNRS et le MNHN. Cette unité est chargée de l'élaboration de méthodes, référentiels, expertises et outils communs pour de nombreux acteurs de la conservation de la nature. Elle assure également la diffusion de connaissances et de données sur la nature vers tous les publics (grand publics, experts, décideurs...), notamment via un site web <http://inpn.mnhn.fr> et des outils mobiles (INPN espèces). L'INPN est la plate-forme nationale du Système d'Information Nature et Paysages (SINP) qui comprend les données d'inventaire et de suivi des espèces et habitats terrestres et marins. Cet ensemble sera inclus dans le futur Système d'Information de la Biodiversité (SIB) prévu par la loi « Biodiversité » de 2016.

PatriNat intervient pour la conception de méthode et de suivi pour la Directive Cadre Milieu Marin (DCSMM), sur le volet marin des Directives « Nature » (DHFF, DO) et pour les conventions des mers régionales. Il assure également n'animation du Groupe Tortues Marines France (GTMF).

Description du poste :

Mission :

Gérer et animer une équipe travaillant sur la connaissance et l'expertise pour les politiques de biodiversité concernant le milieu marin.

Assurer un rôle d'expert dans le domaine de la biodiversité du milieu marin :

Activités principales :

Garantir la qualité de la production de l'équipe « volet marin » :

- Donner de la cohérence, organiser et assurer la qualité des travaux ;
- Connaitre et savoir orienter les dossiers de l'équipe et suivre leur état d'avancement ;
- Assister les agents sur les aspects méthodologiques des travaux et de structure des rapports ;
- (Co)rédigier des documents relatifs aux thématiques de l'équipe (rapport scientifiques/méthodologiques, comptes rendus, modes opératoires, documents de traçabilité, etc.) ;
- Relire les travaux des agents et vérifier l'adéquation avec les objectifs attendus ;
- Intervenir dans les thématiques transversales à plusieurs équipes, afin de s'assurer la cohérence du travail avec le ou les autres responsables d'équipe.

Encadrer l'équipe :

- Organiser le travail d'équipe : fixer les objectifs collectifs et individuels et les échéances et règles administratives d l'UMS (règles...) ;
- Rendre compte régulièrement de l'avancement des dossiers portés par l'équipe ;
- Animer la vie d'équipe, avec des réunions globales ou thématiques ;
- Organiser le lien avec les autres pôles, avec la direction et les partenaires ;
- Réaliser les entretiens professionnels des agents ;
- Coordonner la rédaction des bilans annuels et de la planification des activités des agents ;
- Formaliser et faire remonter les moyens nécessaires aux projets de l'équipe ;
- Promouvoir et/ou rechercher des partenariats/sources de financement sur les thématiques du pôle et assurer le suivi et la mise en œuvre de ces dossiers.

Piloter ou contribuer à certains dossiers stratégiques sur la biodiversité marine, dont :

- Assurer la cohérence entre les missions « DHFF », « DCSMM » et les conventions de mers régionales (notamment OSPAR et Barcelone) ;
- Co-piloter le processus de mise en œuvre du réseau Natura 2000 en mer (y compris son extension au large) ;
- Contribuer aux travaux sur la sensibilité et la vulnérabilité/risque des habitats et espèces face aux (multiples) pressions anthropiques ;
- Contribuer à l'évolution/mise à jour de la typologie des habitats EUNIS ;
- Contribuer à l'évaluation de la cohérence des réseaux d'Aires Marines Protégées.

Cette liste d'activités n'est pas exhaustive. L'agent pourra réaliser d'autres tâches confiées par son responsable, autour des questions des outils informatiques appliqués à la biodiversité.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Équipes de l'UMS PatriNat ;
- Services de l'AFB (notamment DRED, DAPA, Parcs naturels marins) ;
- Service du MNHN (notamment Stations marines Dinard et Concarneau, CTE/BD, UMR ISYEB, UMR BOREA, Direction des collections) ;
- CNRS-INEE.

Relations externes :

- Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) ;
- DREAL ;
- RESOMAR ;
- Ifremer ;
- BRGM ;
- CEREMA ;
- Partenaires étrangers impliqués dans les travaux communautaires notamment dans le cadre des conventions de mers régionales (OSPAR).

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Océanologie biologique, écologie, et conservation marine ;
- Enjeux et problématiques de la conservation de la biodiversité marine ;
- Réglementations « marin » (DHFF, DCSMM...) et conventions internationales (OSPAR, Barcelone) ;

- Réseau d'acteurs impliqués dans l'acquisition de connaissances et la gestion du milieu marin.

Savoir-faire opérationnel :

- Gérer et piloter des projets ;
- Encadrer des agents ;
- Animer des réunions/groupes de travail ;
- Restituer les projets (rapports, publications scientifiques) et communications orales y compris en anglais dans des réunions internationales ;
- Résoudre des problèmes complexes et multi-acteurs ;
- Maîtriser des outils informatiques (bureautiques).

Savoir-être professionnel :

- Bonnes capacités relationnelles et adaptabilité ;
- Organisé et capable de travailler en autonomie/prendre des initiatives ;
- Capable d'établir des priorités pour atteindre ses objectifs et de respecter des délais ;
- Rigoureux, avec un sens critique ;
- Curieux intellectuellement et capable de conceptualisation et de synthèse ;
- Persévérant et adaptable ;
- Capable de mettre à jour ses connaissances scientifiques et techniques.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/UMS/CHEFMM/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 25 février 2019

Poste à pourvoir	Chargé de projet en Toxicologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (12 mois)
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques
Unité d'évaluation des substances chimiques (UESC)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'Unité d'évaluation des substances chimiques (UESC) élabore les dossiers scientifiques proposés par la France dans le cadre de la mise en œuvre des Règlements européens REACH (règlement (UE) n° 1907/2006) et CLP (règlement (CE) n° 1272/2008). L'UESC a en charge l'élaboration de valeurs sanitaires de référence (VTR, VLEP, IBE, VGAI...) et réalise également des travaux d'expertise sur les risques liés aux produits de consommation ainsi que sur les perturbateurs endocriniens. Elle contribue enfin à la mise en œuvre de la substitution des substances dangereuses. Pour toutes ces missions, l'UESC s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés. L'unité est constituée de 25 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

- Missions** Sous l'autorité du chef d'unité, le chargé de projet a pour mission d'évaluer la toxicité des substances chimiques inscrites au programme de travail de l'unité, sur la base des données disponibles : littérature, rapports d'études, dossiers industriels...
- Activités** A ce titre, l'agent devra :
- Analyser les études expérimentales (*in vivo*, *in vitro*, *in silico*, QSAR) et épidémiologiques disponibles dans la littérature scientifique
 - Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie figurant dans les dossiers transmis par les industriels à l'Agence Européenne des substances chimiques (ECHA) en vue de répondre aux exigences prévues par le règlement REACH
 - Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
 - Respecter les délais de l'évaluation
 - Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses
 - Présenter ses analyses au cours de réunions internes et auprès des collectifs d'experts
 - Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.
- Conditions particulières** Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*. Le titulaire est amené à travailler dans un contexte de travail nécessitant une pratique courante de l'anglais à l'oral comme à l'écrit

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Souhaité : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie. Une formation en écotoxicologie serait un plus.
Minimum bac+3.

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation réglementaire des substances chimiques.

Compétences

- Connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie (toxicologie générale ; reprotoxicité et/ou génotoxicité, toxicocinétique, établissement de valeurs de référence...).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances chimiques (REACH, CLP).
- Connaissances des tests de toxicité *vivo* et *vitro* réalisés selon les lignes directrices OCDE
- Connaissances en écotoxicologie
- Maîtrise de l'expression écrite et orale
- Qualités rédactionnelles
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
Très bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 18 février 2019

Renseignements sur le poste : Christophe ROUSSELLE (christophe.rousselle@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2019-007 à recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés

Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du végétal

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Missions / contexte

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'Homme des substances actives phytopharmaceutiques lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché.

L'équipe est composée de 19 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge, dans le cadre de la réglementation européenne et nationale relative aux produits phytopharmaceutiques, adjuvants, matières fertilisantes et support de culture, d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers de demande d'AMM ainsi que des dossiers de demande d'approbation de substances actives au niveau européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines, à des groupes de travail et à des projets scientifiques.

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum

MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine, médecine vétérinaire, pharmacie

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro, utilisation de modèles d'exposition).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits phytopharmaceutiques souhaitées.
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 18 février 2019

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-008 à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation de dossiers réglementaires dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (24 mois)
Localisation	Maisons Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	<p>Direction Evaluation des Produits Réglementés Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides - Reach</p> <p>La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.</p> <p>En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.</p>
Missions / contexte	<p>La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.</p> <p>L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides – Reach est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012 ainsi que des substances évaluées dans le cadre du règlement Reach (CE) n°1907/2006.</p> <p>L'équipe est composée de 10 agents.</p>

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge, dans le cadre de la réglementation Biocides, d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen, dans le domaine de l'écotoxicologie et de l'environnement.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'écotoxicologie et à l'environnement figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum

MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur souhaité

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de l'évaluation des risques des substances chimiques, des produits biocides ou phytopharmaceutiques appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies sur le fonctionnement des écosystèmes et/ou sur le devenir et le comportement des substances dans l'environnement
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits biocides souhaitées
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 18 février 2019

Renseignements sur le poste : Stéphanie ALEXANDRE (stephanie.alexandre@anses.fr – 01 56 29 52 85)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-009 à :
recrutement@anses.fr



L'Unité sanitaire de la faune de
la Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE



RECRUTE

Technicien(ne) « appui logistique et technique crise peste porcine africaine » (F/H) CDD – 10 mois

L'Unité sanitaire de la faune (USF) est impliquée dans les activités sanitaires concernant la faune sauvage, elle coordonne les activités de surveillance et de recherche, en partie avec les fédérations de chasseurs (FDC), et collabore avec la Direction de la Police de l'ONCFS pour la police sanitaire.

La Peste Porcine Africaine (PPA) est une maladie contagieuse des suidés, qui ne touche pas l'Homme. Elle est présente dans 10 pays d'Europe surtout à l'Est, et continue sa progression. Depuis le 13 septembre 2018, la Belgique est contaminée à proximité de la frontière française, et le 9 janvier 2019, le niveau d'alerte est devenu maximal en zone frontière. En France, une Zone d'Observation (ZO) et une Zone d'Observation renforcée (ZOR) ont été décrétées par Arrêté ministériel, avec des conséquences notamment sur la surveillance sanitaire des sangliers et sur leur dépopulation.

Au sein de la Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), affecté(e) à l'USF et placé sous la responsabilité du chef de l'USF, le(la) technicien (ne) apporte son appui aux actions menées à l'encontre de la PPA dans la faune sauvage, pour la région Grand Est.

Nature de l'emploi

Poste situé à Rozerieulles (57) - A pourvoir dès que possible - Temps complet – Catégorie B

Poste à pourvoir en Contrat à durée déterminée (CDD -10 mois)

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau III (Bac +2), de type BTS en environnement, agriculture ou faune sauvage est demandé.

Une expérience de la gestion des grands ongulés sauvages dans un service technique ou de recherche appliquée serait un plus.

Des compétences de base en cartographie (collecte de données GPS et report sur un SIG) sont demandées.

Connaissances de la biologie animale, du milieu agricole et de l'élevage.

Connaissances de la gestion de base de données.

Capacités à travailler en équipe et en réseau.

Disposition naturelle à communiquer oralement et qualités rédactionnelles.

Sens pratique, rigueur et organisation.

Neutralité, respect de l'obligation de réserve, discrétion et sens de l'écoute.

Conditions particulières

Permis B indispensable pour effectuer les déplacements fréquents en véhicule de service. (En région Grand Est essentiellement)

Activités principales

Sur les départements du Grand Est

- Apporter un soutien technique aux services régionaux et départementaux (SD) de l'ONCFS impliqués dans le dispositif de surveillance et de dépopulation • Appuyer la réalisation de prélèvements d'organes sur cadavres ou de collecte de cadavres en vue d'analyse en ZOR et ZO.

- Gérer le stock de matériel de biosécurité et de prélèvement pour la région Grand Est • Effectuer le suivi des besoins des équipes terrain des SD et FDC • Organiser la distribution du matériel.

- Effectuer le suivi opérationnel et la supervision des activités globale de surveillance.

- Fournir un appui à la saisie des données de la surveillance dans Epifaune et CartoGip • Fournir un appui à la saisie des données de la dépopulation des sangliers en fonction du partage des tâches, décidé localement.

- Coordonner l'action des intervenants en détection canine qui viendront en appui aux équipes terrain de prospection • En cas de foyer, apporter son appui aux actions de prospection organisées par les agents de l'Etat.

En appui technique à l'USF

Participer à la préparation des supports de communication, de formation, et d'animation • Participer aux actions de formation • En cas de foyer, contribuer au déploiement des nouvelles procédures de biosécurité • Contribuer aux analyses de données de la surveillance.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Jean-Yves CHOLLET, Chef de l'Unité sanitaire de la faune, par téléphone au 01.30.46.60.24 ou par courriel à jean-yves.chollet@oncfs.gouv.fr

ou

Mme Stéphanie DESVAUX, Chargée d'étude - Animatrice nationale du dispositif SYLVATUB, par téléphone au 04.74.98.43.45 ou par courriel à stephanie.desvaux@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 3 février 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



La Direction générale de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE



Directeur(trice) de la recherche et de l'expertise - (F/H)

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS, réalise les études, recherches et expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle coordonne les suivis patrimoniaux et assure le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats.

Le gouvernement a décidé de créer un nouvel établissement à compter du 1er janvier 2020, dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements.

Aussi, l'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement. Dans ce cadre, les attributions du (de la) Directeur(trice) de la recherche et de l'expertise, les missions effectivement exercées, de même que la localisation sont susceptibles d'évoluer. Le(la) Directeur(trice) de la recherche et de l'expertise participe à la définition de la stratégie générale, représente le Directeur général dans son champ de compétences et contribue au pilotage de l'établissement. Le cas échéant, il(elle) assure l'intérim du Directeur général.

Il(elle) dirige et coordonne la DRE, définit et pilote la politique et les orientations, en déléguant la gestion aux cadres placés sous son autorité, en particulier aux chefs d'unités.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) - A pourvoir à compter du 1er mars 2019 - Temps plein - Catégorie A+

A pourvoir par un fonctionnaire par voie de détachement ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme de niveau I d'une grande école est demandé. Un doctorat en rapport avec le champ d'expertise du poste publié sera apprécié.

Une expérience antérieure, notamment dans des fonctions d'encadrement de services de recherche appliquée, est indispensable.

Connaissance des acteurs (nationaux, voire internationaux) de la recherche dans le champ de la biodiversité.

Connaissances techniques de haut niveau en biologie des populations animales et biologie de la conservation.

Connaissance du droit public et du fonctionnement des institutions au plan national et européen ainsi que des politiques publiques.

Connaissance des directives européennes sur les oiseaux, les habitats, la faune et la flore.

Connaissances des techniques et procédures budgétaires et comptables d'un établissement public administratif.

Connaissances des techniques de contractualisation et des dispositifs de financement et de partenariats extérieurs.

Fortes capacités à encadrer, à mobiliser, à déléguer, à fixer des objectifs et à conduire le changement (dialogue social).

Maîtrise du cadre légal et déontologique encadrant l'activité de recherche et capacité à évaluer des programmes scientifiques.

Maîtrise de l'anglais écrit et oral.

Aptitude à intégrer les dimensions européennes et internationales dans la détermination des objectifs et leur mise en œuvre.

Fortes capacités à porter les politiques de l'ONCFS, à communiquer pour expliquer le sens de l'action.

Fortes capacités à travailler en réseau et à négocier avec des partenaires variés.

Conditions particulières

Nombreuses réunions et nombreux déplacements nationaux et internationaux.

Fort rapport fonctionnel avec le Directeur général - Encadrement d'une équipe dispersée sur plusieurs régions administratives.

Activités principales

Management et pilotage stratégique

- Définir et évaluer la politique de la DRE et son organisation en fonction des objectifs stratégiques de l'ONCFS • Décliner cette politique en orientations, objectifs stratégiques et opérationnels et indicateurs • Préparer et diffuser des instructions aux services • Préparer ou superviser et soutenir les dossiers relevant de sa compétence spécifique.

- Encadrer et piloter les cadres de Direction et responsables des services placés sous son autorité et organiser un travail en réseau avec les acteurs, internes et externes : Assurer la gestion de proximité et le dialogue social auprès des personnels de la Direction • Concevoir des organisations, des règles et des procédures • Préparer des directives internes, contrôler leur exécution et évaluer leur réalisation.

- Evaluer et mettre en œuvre les moyens et ressources budgétaires disponibles et, le cas échéant, les financements complémentaires à ceux de l'ONCFS pour atteindre les objectifs fixés • Rationaliser ces moyens et mettre en œuvre une gestion optimisée.

- Organiser et animer les réunions et les instances de la Direction : Assurer le secrétariat du Conseil scientifique de l'ONCFS et le secrétariat de la Commission technique du Conseil d'Administration de l'Établissement.

Expertise, représentation et communication

- Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires • Animer une politique de concertation et partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif.

- Elaborer les rapports de la Direction et impulser des actions de communication sur l'activité de la Direction (performance, difficultés rencontrées et mesures correctrices apprises).

- Participer à l'acquisition, la diffusion et à la valorisation des connaissances (coordination de réseaux, animation d'observatoires, actions de formation) : s'assurer de la mise en œuvre d'une veille juridique et technique, continue et cohérente au sein de la DRE.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

M. Olivier Thibault, Directeur général, au 01.44.15.17.16 ou par courriel à olivier.thibault@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 15 février 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Secrétariat général / Service juridique et de coordination communautaire

Juriste – Chef/cheffe de l'unité des affaires juridiques

N° du poste : 19035

Catégorie : A

Classement parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'État

Poste vacant (ouvert aux contractuel(e)s)

Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none">- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>Le poste proposé est rattaché au service juridique et de coordination communautaire au sein du Secrétariat général. Ce service est chargé d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).</p>
Objectifs du poste	Rattaché directement à la cheffe de service, à son adjoint et au conseiller expert juridique, le poste a pour objectifs la gestion des activités de l'Établissement relatives au contentieux, au conseil juridique et à la sécurisation des décisions de la directrice générale.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- Encadrer et animer l'unité des affaires juridiques (qui comporte actuellement sept agents de catégorie A, deux agents de catégorie B et une apprentie).- Suivre toutes les questions budgétaires et financières relatives à l'unité des affaires juridiques, en coordination étroite avec le service des affaires financières.- En binôme avec l'adjointe au chef/à la cheffe d'unité, valider les mémoires contentieux, les réponses aux demandes de conseils et les projets de décisions de la directrice générale.- Alerter la hiérarchie sur les dossiers sensibles.- Coordonner les positions de l'Établissement avec celles du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.- Assurer une veille juridique (législative, réglementaire et jurisprudentielle) et informer l'ensemble de services des évolutions susceptibles d'avoir un impact sur l'Établissement.
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none">- À l'externe : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, cabinet du ministre chargé de l'agriculture, préfets et services déconcentrés, juridictions, avocats, filières, corps de contrôles externes.- En interne : l'ensemble des services de l'Établissement.

<p>Compétences liées au poste</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Master et/ou doctorat en droit. - Maîtrise du droit public et du droit européen (horizontal et sectoriel), en particulier du droit relatif à la politique agricole commune. - Maîtrise des procédures contentieuses, notamment administratives. - Des connaissances en droit privé (droit des sociétés, droit des contrats) seraient un plus. - Expérience d'au moins trois ans sur un poste équivalent. - Solides compétences managériales. - Capacité d'analyse des textes applicables et de la jurisprudence. - Maîtrise des techniques d'expression écrites et orales. - Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel et Outlook). - Capacité à travailler en équipe. - Capacité à rendre compte. - Autonomie, rigueur et méthode. - Forte résistance au stress. - Respect des délais et des échéances.
<p>Personnes à contacter</p>	<p>Véronique ARGENTIN, cheffe du service juridique et de coordination communautaire, 01.73.30.31.80 veronique.argentin@franceagrimer.fr</p> <p>Lionel ERRANDONEA, adjoint de la cheffe du service juridique et de coordination communautaire, 01.73.30.24.53 lionel.errandonea@franceagrimer.fr</p> <p>Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint de la cheffe du service des ressources humaines, 01.73.30.22.66 - mobilite@franceagrimer.fr</p>

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Un comité d'action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales. La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils. Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 1^{er} mars 2019

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

DRAAF Hauts-de-France

SERVICE FranceAgriMer

Chef de pôle Contrôles et Aides Nationales

N° appel à candidature : 19050

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'état

Poste vacant

Localisation : Lille (59)

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens

Au sein de la DRAAF Hauts-de-France, le service territorial FranceAgriMer est chargé :

- de la mise en œuvre de l'ensemble des missions de contrôle,
- de l'instruction et de la liquidation des aides nationales et communautaires,
- du traitement des informations,
- de l'animation des filières qui sont du ressort de l'établissement.

Objectifs du poste

L'agent assure la mise en œuvre des missions dévolues au service, avec une attention particulière au pôle contrôles et aides nationales.
Il pilote, anime et organise l'activité du pôle sous sa responsabilité.
Il Participe en lien avec le chef de service et son adjointe, à l'animation du service et à la mise en œuvre des outils de pilotage de l'activité, et de la performance du service.
Il suit et supervise les dossiers et les contrôles réalisés

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter

- Assurer le management du pôle, composé de contrôleurs pluri-filières et de gestionnaires instructeur liquidateur
→ **Contrôles**
- Assister aux réunions nationales de pilotage des contrôles
- Assurer la coordination dans la mise en œuvre des contrôles entre les deux sites Amiens et Lille ; partage des informations-mutualisation des pratiques-retours d'expérience
- Participer en lien avec le chef de service à la priorisation des objectifs et à la planification des contrôles à l'échelle de la région
- Superviser les contrôles ou partie des contrôles en collaboration avec le chef de service et son adjointe
- Suivre l'avancée des plans de contrôle et rendre compte
- Accompagner en tant que besoin les contrôleurs sur le terrain
- Participer à la réalisation des bilans périodiques sur la mise en œuvre des contrôles
- → **Aides nationales**
- Organiser et planifier les activités du pôle en liaison avec le chef de service et la cheffe de pôle du site d'Amiens (adjointe au chef de service)
- Apporter un soutien technique aux agents en tant que de besoin et, contribuer au développement de leurs compétences
- Superviser l'instruction des aides
- Assurer un suivi des aides régionalisées mises en œuvre autant au point de vue quantitatif que d'un point de vue qualitatif
- Promouvoir les dispositifs d'aide de FranceAgriMer et, assurer un suivi des filières régionales

Champ relationnel du poste	En interne : les autres agents des services de la DRAAF et les agents des services centraux. En externe : les opérateurs contrôlés, les autres institutions, les acteurs des filières agricoles et agroalimentaires.	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réglementations applicables aux secteurs contrôlés concernés (nationaux et communautaires) • Méthodologie de contrôle et appréciation des risques • Connaissances en comptabilité générale • Connaissance des techniques de contrôle, du contexte d'organisme payeur • Connaissance des opérateurs et de leurs filières 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Technique de management • Maîtriser les applications informatiques dédiées • Faire preuve de rigueur et d'organisation • Rendre compte • Savoir respecter les délais • Aptitudes au management
Personnes à contacter	<p>Luc MAURER Directeur Régional de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt luc.maurer@agriculture.gouv.fr tél : 03 22 33 55 00 Xavier LOUVET Chef de service xavier.louvet@franceagrimer.fr tél : 03 62 28 40 63</p> <p>Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines Tél. : 01.73.30.22.66 mobilite@franceagrimer.fr</p>	

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 1^{er} mars 2019

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat Général / Service de l'inspection générale et de l'appui aux régions

Inspecteur général des services et chargé de l'appui aux régions

N° du poste : 19024		Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel : 3 et +		Groupe RIFSEEP : 1 si corps des attachés d'administration de l'Etat	
Poste vacant		Localisation du poste : Montreuil (93)	
Présentation de l'environnement professionnel		<p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, • assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, • mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, • gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>Sous l'autorité de la secrétaire générale, le service de l'Inspection générale et d'appui aux régions est investi de trois missions : l'inspection des services, l'appui au fonctionnement des services territoriaux et l'inspection santé et sécurité au travail.</p>	
Objectifs du poste		<p>Sous l'autorité du chef du service de l'inspection générale et de l'appui aux régions, le (la) titulaire du poste contribuera à l'organisation du dialogue avec les services territoriaux de FranceAgriMer et leurs agents.</p> <p>Il (elle) sera également appelé(e) à participer aux activités du service en matière de santé et de sécurité au travail.</p> <p>Enfin, il (elle) conduira les missions d'inspection susceptible de lui être confiées par la direction générale et le secrétariat général.</p>	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter		<ul style="list-style-type: none"> • Participer à la préparation et l'organisation des dialogues de gestion siège/services territoriaux ; • Contribuer à l'animation des échanges entre la direction générale et les services territoriaux (préparation des visites dans les services territoriaux de la direction générale et des réunions organisées avec les représentants des DRAAF) ; • Évaluer périodiquement le fonctionnement et la performance des services territoriaux et déterminer les effectifs cibles des services territoriaux de rétablissement au regard de leur charge de travail ; • Prendre part à l'activité de conseil et d'appui au fonctionnement des régions ; • Contribuer au suivi individualisé des agents de rétablissement dans les régions ; • Réaliser des expertises et des enquêtes pour le compte de la direction générale et du secrétariat général. 	
Champ relationnel du poste		Direction générale, tous services du siège de FranceAgriMer, services territoriaux, DRAAF	
Compétences liées au poste		Savoirs / Connaissances	
		Savoir-faire / Maîtrise	
		<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance des procédures mises en œuvre dans l'établissement - Connaissance du fonctionnement d'un établissement public administratif - Notions budgétaires et comptables 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser les outils bureautiques - Maîtriser la conception et l'utilisation de tableaux de bord - Maîtriser les techniques de communication écrite et orale - Disposer de qualités relationnelles - Faire preuve d'un sens de l'analyse.
Personnes à contacter		<p>Isabelle CENZATO, secrétaire générale Tél : 01.73.30.20.46 (isabelle.cenzato@franceagrimer.fr)</p> <p>Christine AVELIN, directrice générale Tél : 01.73.30.20.50 (christine.avelin@franceagrimer.fr)</p>	

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Un comité d'action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales. La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils. Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 1^{er} mars 2019

ACTIVITES DU POSTE

GF15	Propose les états d'assiette, programmes de travaux, orientations sylvicoles	Propose les états d'assiette, programmes de travaux, orientations sylvicoles en utilisant les bases de données et applications dédiées.
MN05	Anime un réseau	Collecte et diffuse l'information, l'actualité concernant l'activité du réseau. Anime les échanges d'expérience. Organise des réunions de pilotage de l'activité. Apporte une expertise.
MN08	Manage un service ou un domaine	Définit, négocie les objectifs et moyens de son service. Met en oeuvre les directives locales. Planifie l'activité. Suit et rend compte de l'état d'avancement et des résultats obtenus. Manage ses collaborateurs.
MN09	Manage une structure fonctionnelle ou opérationnelle	Propose, négocie les objectifs et moyens de sa structure. Alloue les moyens. Suit et rend compte de l'état d'avancement et des résultats obtenus. Définit les compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs de sa structure. Manage ses collaborateurs.
PI01	Anime une revue de processus	Assure l'amélioration continue de son processus, en connaît les objectifs, le met en oeuvre, le suit grâce à des indicateurs, élabore et met à jour son plan d'action. Il anime son processus au sein d'un réseau d'acteurs, prépare les synthèses nécessaires. Il alerte si nécessaire.
PI09	Pilote une activité/un projet	Décline la commande, le cahier des charges en plan d'actions. Met en place l'organisation, les moyens de production et l'équipe nécessaires. Organise le plan de charge et suit la réalisation. Effectue le bilan.
PI11	Élabore et suit l'application de directives, de doctrines, d'orientations	Définit les évolutions sur son périmètre d'action ; organise et anime leur déclinaison locale. Apporte une expertise sur son domaine d'activité.

PROFIL PROFESSIONNEL

Personnels concernés

IPEF
IDAE
IAE confirmé

Compétences

Compétences métier :

Autres compétences :

Agréments

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

Partenaires métier :

Autres partenaires :

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité

12, rue Henri Rol-Tanguy

93 555 Montreuil

Service Contrôles

Chargé(e) de missions techniques et réglementaires

N° du poste :					
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)					
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP :				
Poste susceptible d'être vacant					
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.				
Objectifs du poste	L'INAO est chargé de gérer, avec la DGCCRF, le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine. Le Service Contrôles a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il encadre l'ensemble des organismes de contrôles, assure directement la fonction de contrôle de second niveau et remplit les obligations d'informations sur les contrôles auprès de la Commission européenne. Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents des délégations territoriales et des autres services de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations sur les sujets contrôles des SIQO. Au sein de ce service, le chargé de missions techniques et réglementaires assure, dans le cadre d'une équipe de 8 personnes et en collaboration avec elles, diverses missions prévues dans la réglementation agriculture biologique, ainsi que les fonctions d'agrément et d'évaluation des organismes de contrôles, d'habilitation des laboratoires, d'approbation des plans de contrôle et d'inspection, d'habilitation des opérateurs, de contrôle du respect du cahier des charges, de secrétariat du Conseil des agréments et contrôles et de suivi des procédures.				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Supervision des projets de plans de contrôle et d'inspection. Participation aux équipes projet chargées notamment d'organiser le volet contrôles des cahiers des charges. Finalisation des dossiers présentés à la validation du CAC ou du Directeur. Supervision des organismes de contrôles et appui à la mission d'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément. Analyse des informations relatives aux irrégularités en agriculture biologique, saisie sur le logiciel européen OFIS de ces irrégularités et suivi des dossiers concernés. Participation aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle.				
Champ relationnel du poste	Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.				
Compétences liées au poste	<table border="1"> <thead> <tr> <th align="center">Savoirs :</th> <th align="center">Savoir-faire :</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité Très bonne maîtrise de l'anglais</td> <td>Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels. Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers Compétences rédactionnelles et relationnelles Capacité d'analyse et de synthèse Expression écrite et orale</td> </tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité Très bonne maîtrise de l'anglais	Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels. Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers Compétences rédactionnelles et relationnelles Capacité d'analyse et de synthèse Expression écrite et orale
Savoirs :	Savoir-faire :				
Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité Très bonne maîtrise de l'anglais	Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels. Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers Compétences rédactionnelles et relationnelles Capacité d'analyse et de synthèse Expression écrite et orale				
Personnes contacter	à Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées au plus tard le 15 février 2019 au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Mme Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr				

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Institut National de l'Origine et de la qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil**

**Service juridique et international
Adjoint au responsable de service**

N° du poste :	
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel	Cotation part fonction PFR :
postes catégorie A : 2	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>- Le service juridique et international (SEJI) exerce une mission de conseil, d'expertise juridique dans ces domaines d'action et de traitement du contentieux notamment administratif. Il gère les actions de protection nationale et internationale des SIQO.</p>
Objectifs du poste	Contribuer au sein d'une équipe de 10 personnes à l'expertise juridique dans le domaine des SIQO, participer à l'amélioration de la qualité juridique des actes de l'établissement. En tant qu'adjoint, seconder la responsable de service sur les dossiers internationaux.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Sous l'autorité de la responsable du service, l'agent sera chargé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de coordonner et animer le travail des chargés de mission pour la protection internationale des SIQO, - d'assurer la protection internationale des SIQO sur les zones géographiques Europe, Turquie, Balkans, Russie. <p>Traiter des avis de détection des marques et des usurpations : recherches d'informations, expertise juridique sur les suites à donner, mise en demeure, saisine des avocats et information des ODG/Interprofessions, suivi du dossier en lien avec ces derniers,</p> <p>Valoriser l'expertise du SEJI en matière de connaissance du droit interne de la zone géographique via la rédaction de vade-mecum afin d'accompagner au mieux les professionnels dans les actions de protection à l'international.</p> <ul style="list-style-type: none"> - de suivre des négociations d'accords internationaux : <p>Suivre des négociations et mettre en œuvre des accords internationaux et bilatéraux UE/pays tiers. Ce suivi nécessite une expertise en droit international, européen et droit interne de la zone géographique et une grande réactivité dans les délais contraints de la négociation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'assurer la coopération internationale : <p>Organiser des programmes, en coordination avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, de visites d'études et accueil de délégations étrangères, présentations aux délégations, interventions lors de séminaires sur les SIQO. Animer le réseau des agents de l'INAO. Répondre aux demandes de coopération. Coordonner au sein de l'INAO le programme de formation européen BTSF de la DG Santé.</p>
Champ relationnel du poste	Contacts réguliers avec les agents de l'Institut, les administrations et les organisations professionnelles et les membres professionnels du comité national du secteur d'activité concerné
Compétences liées au poste	Savoirs :
	<p>Connaissances juridiques indispensables en droit national / européen et international, droit public, droit rural, droit viticole, propriété intellectuelle Excellente maîtrise de l'anglais exigée</p>
	Savoir-faire :
	<p>Capacité d'analyse et de synthèse ; Qualité rédactionnelle ; Aptitude au travail d'équipe ; Esprit d'initiative, autonomie.</p>
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel doivent être adressés, au plus tard le 7 février 2019, au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr

Catégorie A/A+

**DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International**

Conseiller pour les affaires agricoles en Algérie

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2019
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional d'Alger auprès de l'Ambassade de France en Algérie, le Conseiller pour les affaires agricoles en Algérie aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, etc.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (ADECIA, FVI) ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régaliennne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;

- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- de mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL –Sous-directrice international – DGPE

01 49 55 53 41– heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

La cloture des candidatures interviendra 1 mois après la publication au BO-agri.

Catégorie A/A+

**DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International**

**Conseiller pour les affaires agricoles en Ukraine
à compétence régionale (Moldavie)**

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2019
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Kiev auprès de l'Ambassade de France en Ukraine, le Conseiller pour les affaires agricoles en Ukraine aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture, et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, etc.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (ADECIA, FVI) ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régaliennne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole

et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;

- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- de mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE
01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL –Sous-directrice international – DGPE
01 49 55 53 41– heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél :

aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

**DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE
DES ENTREPRISES**

Service Europe et International

**Conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Est
(CAE -EAC)**

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2019
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Nairobi auprès de l'Ambassade de France au Kenya, le Conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Est aura pour missions, dans sa zone de compétence (Kenya, Ethiopie, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi,) :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution de l'agriculture et de la pêche, les orientations des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/pêche et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, etc.) ;
- de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions de la zone de compétence, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (ADECIA, FVI) ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régaliennne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;

- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- de mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;
- de suivre les orientations de l'EAC en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC,
- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- Connaissance des politiques de développement ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL –Sous-directrice international – DGPE

01 49 55 53 41– heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

**DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES**

Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles au Royaume-Uni, à Londres

Avec compétence régionale sur l'Irlande et les Pays-Bas

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2019

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Londres auprès de l'Ambassade de France au Royaume Uni, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles au Royaume Uni a pour mission :

Mission particulière au Royaume-Uni en lien avec le Brexit et la négociation de la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni :

- faciliter le dialogue entre les autorités françaises et britanniques ;
- suivre le dialogue entre la Commission européenne et le Royaume-Uni ;
- le cas échéant, relayer les positions défendues par la France et l'Union européenne auprès des autorités britanniques ;
- observer, suivre et analyser les positions britanniques en matière de politiques agricole, halieutique, commerciale et de réglementations vétérinaire et phytosanitaire dans le domaine national, communautaire et international ;
- informer les autorités françaises et plus particulièrement le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, sur l'évolution des positions britanniques en matière de politique agricole, y compris les aspects forestiers, de politique des pêches, de réglementations vétérinaire et phytosanitaire et de négociations internationales portant directement ou indirectement sur ces questions (OMC, OCDE...) ;
- promouvoir les positions françaises auprès des administrations britanniques ;
- favoriser le développement du commerce agroalimentaire de la France en direction du Royaume-Uni, ce qui inclut notamment une connaissance précise des réglementations applicables au commerce agroalimentaire et une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations britanniques ;
- élaborer une stratégie d'influence (développement durable, sécurité sanitaire...) ;
- répondre aux demandes d'informations spécifiques des autorités françaises et plus particulièrement du ministère en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.
- accompagner/piloter les missions du CAA adjoint pour la préparation et la conduite en lien avec la DGAL et FranceAgriMer des discussions sur les futures conditions d'entrée sanitaires et phytosanitaires des produits français et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la promotion de l'image des produits agricoles et agroalimentaires à l'international, et les organisations professionnelles représentatives, le développement du commerce agroalimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agroalimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régaliennne, et apporter un

appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien notamment avec la Délégation de l'UE ;

Pour mission générale dans sa zone de compétence, au Royaume-Uni, en Irlande et aux Pays-Bas (hors suivi PAC) :

- contribuer à la mise en œuvre de la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

Et pour mission générale dans sa zone de compétence, en Irlande et aux Pays-Bas :

- observer, suivre et analyser les positions de ces pays en matière de politiques agricole, halieutique, commerciale et de réglementations vétérinaire et phytosanitaire dans le domaine national, européen et international ;
- informer les autorités françaises et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution des positions de ces pays en matière de Politique agricole Commune (PAC), y compris les aspects forestiers, de politique commune des pêches, de réglementations vétérinaire et phytosanitaire et de négociations internationales portant directement ou indirectement sur ces questions (OMC, OCDE...), et plus largement sur les problématiques européennes (budget, commerce, environnement...) ayant un impact sur l'agriculture ;
- relayer aux autorités françaises et plus particulièrement le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation les positions de ces pays tout au long de la négociation de la réforme de la PAC post 2020 et du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne 2021-2027 ;
- promouvoir les positions françaises auprès des administrations de ces pays ;
- favoriser le développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaires français ;
- répondre aux demandes d'informations spécifiques des autorités françaises et plus particulièrement du ministère en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.
- créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;
- le cas échéant, contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des

entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Frédéric MICHEL –Sous-directeur Europe – DGPE

01 49 55 45 57– frederic.michel4@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

**DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE
DES ENTREPRISES**

Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles au Japon et en Corée

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2019

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Nature de l'activité

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Tokyo auprès de l'Ambassade de France au Japon, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité (dont 1 CAA adjoint en charge plus particulièrement des sujets SPS), le Conseiller pour les affaires agricoles au Japon aura pour missions, dans sa zone de compétence :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sur l'évolution des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'agroalimentaire et des forêts japonais et coréens, ainsi que les orientations des politiques publiques relatives à ces domaines de compétence (agricole/sanitaire/alimentaire/pêche/forêt) et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- d'observer activement l'évolution des positions des pays en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences ;
- de soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale -OIE-, Convention internationale pour la protection des végétaux -CIPV-, CODEX, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, etc.) ;
- d'accompagner/piloter les missions du CAA adjoint pour la préparation et la conduite en lien avec la DGAL et FranceAgriMer des négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires...) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- d'identifier, en lien avec le MAA des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (ADECIA, FVI) ;
- de favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agro-alimentaires français et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations nationales relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;

- de contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou MAA ;
- le cas échéant, de contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation des clubs agroalimentaires permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant dans ces pays ;
- de mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MAA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.
- d'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour : promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- de représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

QUALITÉS REQUISES

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit (la maîtrise du japonais est un plus) ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL – Sous-directrice international – DGPE

01 49 55 53 41– heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI
auprès de l'Agence ERASMUS + France Education et Formation à Bordeaux

Niveau de classement parcours professionnel : 3

Conseiller(ère) technique formation professionnelle

Catégorie : A/A+

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Agence Erasmus+ France / Education Formation assure, pour la France, la promotion et la gestion du programme de l'Union européenne Erasmus + et de ses dispositifs sur les volets éducation et formation. Groupement d'intérêt public (GIP) placé sous la tutelle de trois ministères (ministère de l'Education nationale, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et ministère du Travail), l'Agence est située à Bordeaux depuis 2003. Au sein de l'Agence Erasmus+, le/ la conseiller(ère) technique est rattaché(e) au Cabinet de la Direction/ Mission Internationale et Prospective.
CONTEXTE et OBJECTIFS DU POSTE	Le/la conseiller(ère) technique aura pour objectifs : <ul style="list-style-type: none"> • de proposer les modalités et piloter la mise en œuvre de projets stratégiques, prospectifs et/ou émergents pour la Direction en relation avec les partenaires externes (autres agences nationales en Europe, institutionnels) et internes (cadres de direction, responsables sectoriels) • d'accompagner la direction de l'Agence dans sa réflexion stratégique, en particulier pour le développement du programme ERASMUS+ dans l'enseignement agricole, ciblé sur l'enseignement et la formation professionnelle, la mobilité des jeunes professionnels (agriculteurs et acteurs du monde rural), dans la perspective de la nouvelle programmation • de développer les relations avec les partenaires et les réseaux internationaux • d'accompagner les autres départements de l'agence sur des dossiers spécifiques • d'animer la gouvernance du réseau des Développeurs et de favoriser l'ancrage du programme dans les territoires, en particulier dans les zones rurales • de valoriser les dispositifs du programme Erasmus + actuel et de préparer à la mise en œuvre du prochain programme, en particulier pour les Alliances.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	<ul style="list-style-type: none"> • Rédiger des notes et des analyses en appui de la prise de décision pour la Direction • Piloter des projets transversaux stratégiques (internes et/ou externes) du début à sa mise en place conformément aux objectifs définis • Identifier et mobiliser les différents acteurs et partenaires concernés • Organiser la communication et la concertation autour du projet avec toutes les instances et parties prenantes • Rendre compte des résultats, présenter et évaluer les activités du projet • Proposer des stratégies et de leviers d'actions possibles et établir des recommandations motivées d'orientations ou d'actions en faisant état, avec neutralité, des alternatives et de leurs conséquences • Représenter l'Agence auprès des partenaires internes et externes • Assurer des actions d'influence dans les réseaux appropriés pour assurer les intérêts du programme et de l'Agence • Assurer une veille stratégique et prospective, identifier et proposer des pistes nouvelles
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Positionnement du poste au sein de l'Agence ERASMUS+ : Conseiller(ère) technique auprès de la Direction, rattaché(e) au Cabinet de la Direction/ Mission Internationale et Prospective. Le/la conseiller(ère) technique assurera un rôle de référent pour le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, en particulier avec le Bureau des relations européennes et de la coopération internationale (BRECI) à la DGER. Il/elle, sera aussi amené(e) à entrer en contact avec les acteurs socio-économiques et institutionnels des territoires ruraux (établissements d'enseignement agricole, DRAAF/SRFD et DAF/SFD, CCI, conseils régionaux, professionnels,...)
DATE DE PRISE DE POSTE	A partir d'avril 2019

FORMATION/ COMPETENCES LIEES AU POSTE	Ingénieur, vétérinaire, enseignant, enseignant chercheur du MAA, attaché d'administration, avec une expérience des projets de coopération et de l'enseignement en Europe.	
DATE DE REMISE DES CANDIDATURES	Délai d'un mois à compter de la parution de la fiche de poste dans BO-AGRI.	
POUR PLUS D'INFORMATIONS	A l'Agence Erasmus+ : Laurent Basly, Directeur de la Mission Relations et Ressources humaines Laurent.Basly@agence-erasmus.fr	
POUR CANDIDATER	<p>Envoyer C.V. et lettre de motivation aux personnes suivantes :</p> <p>Gerardo RUIZ, chef par interim du bureau de relations européennes et de la coopération internationale (DGER/SDRICI/BRECI gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr)</p> <p>Ludovic LARBODIERE, Chef du bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire (MAA/DGPE, ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr) ;</p> <p>Domitille MEAU, Chargé de mission Europe et CEI (DGER/SDRICI/BRECI domitille.meau@agriculture.gouv.fr)</p> <p>Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN. Mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.</p>	
	<p>Savoir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connaissance du contexte politique et institutionnel dans lequel s'inscrivent les activités de l'Agence Erasmus + au niveau international, européen, national. Capacité à s'approprier la stratégie et le contexte de la structure pour les valoriser auprès des différents interlocuteurs • Connaissance de la réglementation et des procédures du programme • Connaissance de l'ingénierie de projet à l'international • Connaissance des institutions, de l'enseignement agricole technique et supérieur, de l'environnement international • Connaissance des acteurs socio-économiques et institutionnels dans les territoires • Connaissance des politiques européennes et territoriales de développement rural ainsi que des enjeux spécifiques aux zones rurales • La pratique de l'anglais est indispensable et la maîtrise de l'écrit exigé. <p>Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dispenser une information et un conseil techniques • Construire et animer des réseaux • Développer des partenariats • Représenter l'Agence • Analyser et synthétiser de l'information • Animer des réunions • Assurer une veille : Suivre l'évolution d'un domaine en fonction d'objectifs donnés, qualifier les informations et sélectionner celles à diffuser aux commanditaires • Conduire/piloter un projet 	<p>Savoir-être</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacités relationnelles, sens collaboratif, capacité de travail en équipe • Aptitude au changement, réactivité, leadership, force de conviction